



On se réveille !

Le réseau Climate Justice Now! dénonce les fausses solutions climatiques à Barcelone

Barcelone, le 6 Novembre 2009

Le réseau international Climate Justice Now! déplore l'attitude des pays industrialisés, des dirigeants de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'hôte du sommet de Copenhague consistant à minimiser l'importance des attentes que porte le sommet climatique de Copenhague.

A la veille des négociations de Copenhague, on ne note aucun progrès significatifs par rapport aux objectifs fixés, ni d'engagements sur le respect des droits de l'homme mais plutôt une confiance naïve et dangereuse dans les mécanismes de marché doublée d'un contexte alarmant où certains pays commencent à envisager sérieusement de dangereuses solutions technologiques supposées « réparer » le climat.

Ainsi, Meena Raman, conseillère juridique du 'Third World Network', explique qu'« *au lieu de discuter des aspects pratiques visant à réduire rapidement les émissions – comme des investissements massifs dans les énergies sûres et renouvelables et dans le transfert de technologies - les pays riches rassemblés à Barcelone minimisent les attentes et se dirigent de plus en plus vers des objectifs faibles, un financement minimal et des accords insignifiants sur le transfert de technologies* ». Elle souligne que « *les tentatives de détruire et de transformer les instruments légaux actuels relatifs au climat (la Convention Cadre des Nations Unies et le Protocole de Kyoto) via des solutions fausses et injustes mises en avant dans le cadre d'un ensemble d'objectifs faibles, détruit la confiance et l'espoir dans la possibilité d'obtenir un accord fort et ambitieux à Copenhague* ».

Un des résultats envisageables à Copenhague devait être un accord sur le programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REED). En réalité, si le sommet de Copenhague ne donne pas lieu à un accord légalement contraignant sur le changement climatique, il est probable que cet accord sur les ressources forestières ne soit qu'un exercice de récupération (*green-washing*) de plus. Selon Alejandro Alemán du Centre Humboldt, s'exprimant au nom du Caucus d'Accra sur les Forêts et le Changement Climatique : « *nous ne pouvons pas accepter qu'un mauvais accord sur les forêts soit une faille qui sabote une véritable solution au changement climatique. Les pays industrialisés ont une responsabilité historique sur le changement climatique et un accord « REED » sur les forêts ne fonctionnera pas sans engagements de ces pays pour réduire leurs émissions domestiques d'au moins 40%* ».

« *Les droits collectifs pleins et entiers des peuples indigènes, en accord avec la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes, et notre participation complète et effective dans toutes les négociations sur le changement climatique doivent être reconnus dans tout traité contraignant* » explique Christian Dominguez, membre du Forum International des Peuples Indigènes sur le Changement Climatique qui participe aux négociations officielles.

« *Alors que les négociations globales sont allées, ici à Barcelone, à une vitesse d'escargot, la géo-ingénierie s'est retrouvée rapidement au centre des débats politiques à Londres et à Washington* » explique Diana Bronson de l'ECT (*Action Group on Erosion, Technology and Concentration*).

« *Hier, les audiences du Congrès sur la géo-ingénierie ont commencé à Washington, nouveau signal indiquant que les pays industrialisés refusent de prendre des mesures sérieuses concernant leurs émissions de gaz à effet*

de serre ». « Nous envoyons un message fort aujourd'hui : mettre des sulfates dans la stratosphère, du fer dans les océans et du biochar¹ dans les sols ne sont ni des solutions au changement climatique, ni des alternatives pour assurer les objectifs contraignants et le financement adéquat que les pays en développement demandent légitimement. »

Alors qu'il ne reste plus de sessions de négociations prévues avant le sommet de Copenhague, la division entre les revendications des pays en développement et les actions des pays industrialisés a mené à une rupture de confiance qui sape la crédibilité de ces négociations. Climate Justice Now ! appelle les dirigeants politiques à convenir d'un accord ambitieux et contraignant. Tout le reste ne serait qu'un échappatoire politique de plus.

Climate Justice Now est un réseau d'organisations et de mouvements sociaux du monde entier qui luttent pour une justice sociale, écologique et l'égalité entre les sexes.

INFORMATIONS :

Diana Bronson: ETC Group, 1 514 629 9236 diana@etcgroup.org

Daphne Wysham, Institute for Policy Studies, +1 202-510-3541 daphne@ips-dc.org

Kate Dooley, FERN, +44 782 469 7376 kate@fern.org

Traduction par Ronack Monabay pour le réseau IPAM : ronack@echanges-partenariats.org

¹ Le biochar est un charbon de bois produit (artisanalement ou industriellement) à partir de la biomasse utilisée pour « améliorer » ou restaurer les sols, tropicaux notamment.